Conflits de générations et célébrations nationales : analyse et perspectives

Norbert Elias

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18095>

DOI : 10.4000/conflits.18095

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 5 septembre 2011

Pagination : 23-47

ISBN : 978-2-296-56086-4

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Norbert Elias, « Conflits de générations et célébrations nationales : analyse et perspectives », *Cultures & Conflits* [En ligne], 81-82 | Printemps/Été 2011, mis en ligne le 05 septembre 2012, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18095> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18095>

Conflits de générations et célébrations nationales : analyse et perspectives

Norbert ELIAS ¹

[318] 6. J'ai déjà attiré l'attention sur ce fait étrange que nombre de ceux qui appartenaient aux nouveaux milieux bourgeois et qui se sont retrouvés dans l'opposition extra parlementaire, par la suite dans des groupes terroristes, avaient de toute évidence le sentiment que leur société exerçait une oppression insupportable et injuste, moralement totalement condamnable, alors que *de facto* l'inégalité sociale [319] et les tendances à l'oppression en République Fédérale n'étaient pour ainsi dire pas plus grandes qu'au cours de la période hitlérienne, ou qu'à d'autres moments antérieurs de l'histoire allemande. Ce paradoxe exige, me semble-t-il, de prendre en compte tout l'arrière plan d'un conflit global de générations.

Au fil du développement de sociétés très différenciées, on peut aisément distinguer entre des périodes relativement ouvertes à l'ascension sociale des jeunes générations, et des périodes bien distinctes où ces voies se font de plus en plus étroites jusqu'à se fermer complètement pour un temps. Le problème que j'aborde ici n'est pas simple ; dans les sociétés extrêmement différenciées en particulier, il peut arriver qu'un ralentissement de l'ascension dans de nombreux domaines aille de pair avec l'accélération de celle-ci dans d'autres, ou même que de nouveaux moyens de promotion sociale deviennent disponibles avec l'apparition de nouveaux secteurs. Pour ne prendre qu'un exemple dans un univers social particulier, le modèle le plus simple – il est vraisemblablement beaucoup trop simple – de cette ouverture et de cette fermeture est celui de l'organisation militaire traditionnelle dans les États modernes, en particulier celle du corps des officiers. Pour le dire brièvement : dans les périodes de guerre les perspectives d'ascension dans cette carrière s'accroissent alors qu'en temps de paix elles ralentissent et peuvent même provisoirement se tarir.

1 . Elias N., *Studien über die Deutschen. Machtkämpfe und Habitusentwicklung im 19. und 20. Jahrhundert*, herausgegeben von Michael Schröter, Suhrkamp Verlag 1989/ 1992, pp. 318-348. Extraits inédits en français et traduits de l'allemand par Sylvie Courtine-Denamy, Docteur en Philosophie. Traduction revue par Bernard Lacroix, Professeur de science politique à l'Université Paris Ouest Nanterre et membre du Comité de Rédaction.

Il est difficile de se faire une vue d'ensemble du degré d'ouverture ou de fermeture du système des filières au cours des différentes phases de développement d'une société politique. Mais on rencontre aussi sur ce terrain, des phases de recours à la violence, dans les relations entre États tout autant que dans les relations au sein d'un même État – c'est-à-dire des périodes de guerre, de guerres civiles ou de révolutions, suivies de la restauration du monopole de la violence par l'État –, qui sont en même temps des phases au cours desquelles la promotion ascendante est largement ouverte. Il existe, à l'opposé, de longues périodes de paix en politique intérieure comme en politique étrangère au cours desquelles l'ascension voit son flux ralentir. La circulation des générations se fait plus paresseuse. Dans la plupart des cas l'âge moyen des groupes établis au sommet dans la hiérarchie des carrières croît en proportion. Les opportunités dans les conditions d'existence des générations plus jeunes se restreignent, en particulier ces chances qui sont en relation avec le sentiment individuel de plénitude et d'accomplissement. Simultanément, la contrainte des *établis* (*der Etablierten*) sur les *outsiders* (*die Assenseitergruppen*) s'accroît, [320] c'est-à-dire par exemple (mais pas uniquement) celle qu'exercent les générations les plus âgées qui occupent les postes les plus élevés sur les plus jeunes qui dépendent d'elles. Cette contrainte, cette tendance au ralentissement dans la relève des générations n'est pas sans conséquences ni effets induits, ainsi qu'en témoignent la littérature et ce qu'on appelle de façon bien vague « l'humeur du temps » (*Lebensgefühl*) caractéristique d'un moment.

On ne peut certainement pas comprendre les déplacements de pouvoir sans tenir compte des relations entre les classes ou les couches sociales qui se modifient au cours des révolutions ou des soulèvements intérieurs. Mais on ne peut, le plus souvent, ni comprendre ni expliquer ceux-ci sans tenir compte des conflits entre générations et, d'une manière générale, des problèmes de relève des générations. Je me souviens avoir lu que les groupes établis du régime hitlérien et de l'Union soviétique étaient en moyenne les plus jeunes de leur siècle.

Le rétrécissement ou l'élargissement des chances offertes par la vie, les attentes corrélatives en matière de sens en général et les perspectives professionnelles en particulier sont pour les jeunes générations dans une société quel que soit le moment considéré, des processus qui touchent inévitablement, au plus haut point, l'équilibre des pouvoirs (*die Machtbalance*) entre générations. On pourrait même dire que ces processus constituent le noyau des conflits sociaux entre générations.

Il apparaîtra peut être plus clairement à partir de ces préalables à quel point il serait inconséquent de soutenir que ces conflits portent essentiellement sur des désaccords conscients et explicites entre groupes de génération différente et d'intérêts opposés. Cela semble bien, à première vue, être le cas : les groupes les plus anciennement constitués sont toujours d'heureux *beati*

possidentes ; ils ont la maîtrise des positions de pouvoir, y compris de l'accomplissement de soi attaché à celles-ci ; et tant qu'ils ne sont pas trop vieux ni trop décrépits pour s'investir dans ces fonctions, tant qu'en d'autres termes ils monopolisent celles-ci à leur usage, ou qu'à défaut ils les gèrent conformément à leur seul intérêt, l'accès à celles-ci reste fermé à l'impatience des jeunes. Mais, bien que la succession des générations soit pour partie réglée par celles qui sont les plus anciennement établies, les mécanismes de ralentissement et d'accélération, de fermeture et d'ouverture des chances dans l'existence ainsi que des possibilités d'épanouissement qui leur correspondent, n'ont rien de processus prévus et anticipés pour les générations montantes. [321] Une guerre ou un soulèvement révolutionnaire n'est pas conçu avec l'objectif explicite d'accélérer la circulation entre générations ; des perspectives de ce type sont tout sauf vraisemblables d'autant que nous ne disposons d'aucune théorie d'ensemble qui permette de savoir comment les choses se passent. Au demeurant, les guerres ou les révolutions, quand même leurs objectifs affichés sont-ils tout autres, s'accompagnent en général d'une accélération dans la circulation des générations. Il serait tout aussi simpliste de faire grief aux générations anciennes, solidement établies et parvenues au sommet de leurs carrières, de vouloir restreindre les possibilités d'épanouissement des générations plus jeunes, au cours des longues périodes de paix. En l'état actuel de nos connaissances, il s'agit là aussi pour l'essentiel de processus non prévus et non attendus. Mais si de tels processus accèdent à la conscience, ils deviennent progressivement plus accessibles au contrôle conscient.

Le destin des jeunes gens issus de couches dont les attentes dans l'existence tiennent au cours que prend leur vie, sera profondément marqué, cela va de soi, par l'ouverture et la fermeture périodiques des éventualités professionnelles et des possibilités de faire carrière (*Oeffnung und Schliessung der Laufbahnkanaelen*) au sein de leur société. La tension latente à la génération et les conflits qui en résultent, s'accroissent lorsque ces possibilités se réduisent, bien que les manifestations de ces conflits soient extraordinairement variables.

Il faut bien voir que nous avons à faire ici à des problèmes de classe, faute de quoi nous ne savons pas mettre ces questions en perspective. Le principal caractère de l'ensemble constitué par les métiers de l'industrie est, entre autres, l'étroitesse de la perspective d'évolution professionnelle offerte aux ouvriers. Les attentes relatives à la carrière sont donc en général moins précises dans les milieux ouvriers que dans les milieux bourgeois et les représentations respectives du métier n'ont pas la même importance pour les uns et pour les autres. Il n'est pas rare que, dans les milieux bourgeois, les jeunes gens aient en tête un plan de carrière assez précis, avec des étapes établies et un âge auquel ils devront avoir franchi tel ou tel échelon. La différence entre les perspectives de carrière proposées en principe aux adolescents issus de la classe ouvrière et de la bourgeoisie joue ainsi un rôle qui est loin d'être négligeable dans leur réac-

tion devant la contraction de l'horizon professionnel dans leurs domaines respectifs.

[322] Il existe, en outre, au sein de chacun des groupes, dans les sociétés très complexes, des moyens concurrents de contourner le rétrécissement ou l'encombrement des différentes filières, pour un petit nombre d'entre ces gens. La carrière de footballeur ou de boxeur représente une branche alternative pour le jeune ouvrier, celle d'écrivain ou de poète, pour le jeune bourgeois, et la carrière politique reste une éventualité pour l'un et l'autre.

Parmi les caractéristiques des sociétés contemporaines, c'est un fait que le conflit de génération ne concerne pas exclusivement l'univers professionnel, mais qu'il joue également un rôle important au niveau politique. Ceci tient à ce que le modèle politique dominant du ^{xx}e siècle est celui d'un État de partis (*Parteistaat*), c'est-à-dire d'un État au sein duquel ceux qui sont en charge de gouverner – et qui, le cas échéant, occupent aussi le sommet de la hiérarchie administrative – tirent leur légitimité de leur appartenance à l'élite politique établie parce qu'ils sont membres d'un parti qui réunit également de grandes parties de la population, parmi lesquelles il y a en général aussi des jeunes. L'organisation de la société sous la forme d'un État de partis, qu'il s'agisse d'un État dictatorial à parti unique (*ein diktatorischer Einparteienstaat*), ou qu'il s'agisse d'un État parlementaire multipartiste (*ein parlamentarischer Mehrparteienstaat*), constitue un développement relativement nouveau. Elle conduit à ceci que les États de partis présentent, en plus des filières professionnelles, des filières politiques qui peuvent s'ouvrir ou se fermer, s'élargir ou se rétrécir. Au sein de ce réseau de filières il peut y avoir par conséquent conflits ouverts ou latents entre générations. L'accès aux postes de commandement du parti ou du gouvernement occupés par les membres de générations anciennes peut être interdit pour plusieurs années aux générations plus jeunes ; il peut à nouveau s'ouvrir pour elles par exemple du fait de la concurrence entre les partis ou de la disparition de membres du parti et du gouvernement. Quoi qu'il en soit, la contrainte qui s'exerce sur les jeunes générations trouve souvent son origine dans le blocage des chances d'existence et des possibilités d'épanouissement sur le plan professionnel aussi bien que sur le plan politique. Il est fréquent que celle-ci résulte de limitations conjointes à chacun des deux niveaux.

7. J'ai proposé, dans cette étude, deux exemples des effets vraisemblables de l'interruption antérieure des conditions et des possibilités d'existence [323] sur l'émergence d'une génération de jeunes gens principalement issus de la bourgeoisie. Dans le cas de la République de Weimar, il s'agissait des jeunes officiers qui ont joué un rôle décisif après la Première Guerre mondiale dans la création de corps francs ² (*Freikorps*) puis de groupes de conspirateurs et de terroristes. Pour la plupart d'entre eux la carrière officielle d'officier dans la *Wehrmacht* ³ était la seule qui, correspondant à leurs dispositions, satisfaisait à

leurs exigences de classe, en comblant leurs aspirations et en donnant un sens à leur vie. La position moins définie, un brin déclassée qui n'était pas très loin de celle du mercenaire dans ces groupes de volontaires qu'étaient les corps francs, était un substitut à la carrière étroitement balisée dans la *Wehrmacht* de l'Empire, amputée d'une partie de ses forces antérieures.

Ces francs tireurs éprouvaient des sentiments très nettement ambivalents à l'égard de la *Reichswehr*⁴ puisque son commandement les avait exclus de la position convoitée d'officier dans une armée régulière. Dans l'immédiat après-guerre, la gent militaire, bien qu'elle n'éprouvât aucune sympathie à l'endroit du régime parlementaire, s'est opposée à toute tentative armée d'y mettre fin. Combattre la *Reichswehr* n'en demeurait pas moins impossible pour les marginaux des corps francs. Celle-ci restait, en fin de compte, un protecteur et un allié, les officiers des corps francs dépendant très souvent de son aide. Il en allait de même des groupes citoyens issus de la bourgeoisie ou de la noblesse qui se considéraient « nationalistes » comme les corps francs, des associations et des partis nationalistes en particulier. Les francs tireurs qui étaient renvoyés à une existence moins raffinée se plaisaient à mépriser les bourgeois collets montés, patriotes et ventripotents, mais alliés puissants dont la protection et l'aide financière restait indispensable en maintes circonstances. Le conflit de générations latent dans les rapports entre les dirigeants, relativement jeunes, des corps francs et leurs partisans avec les dirigeants plus âgés de l'establishment de la *Reichswehr* ainsi qu'avec les groupes qui étaient à la tête des associations et des partis nationalistes ne pouvait s'exprimer physiquement. La hiérarchie des officiers de la *Reichswehr* s'opposait à ce que les officiers des corps francs accèdent à la carrière qu'ils convoitaient ; les jeunes bourgeois en uniforme d'officier des corps francs inquiets de leur avenir n'avaient pas beaucoup d'égards pour la vieille bourgeoisie patriotarde et sclérosée ; mais la lutte engagée par les troupes de jeunes *outsiders* contre les gens en place jusque-là pour élargir les chances et l'horizon de chacun ne pouvait se régler à ce niveau.

[324] Malgré la divergence d'intérêt entre ces deux générations, jeunes et vieux présentaient néanmoins un front commun : contre ceux qui tiraient leur épingle du jeu, grâce à une forme d'ascension sociale, en profitant de la défaite de l'*establishment* impérial. En premier lieu, voyait s'ouvrir de nouvelles possibilités, une très nombreuse classe d'ouvriers organisés mais aussi de tout petits cercles bourgeois juifs qui, au regard de la structure d'ensemble de la société allemande, formait comme une moyenne bourgeoisie de second rang. Ces groupes formaient avec la petite aile démocrate libérale de la bourgeoisie allemande, dont nombre de représentants participaient désormais à l'*establish-*

2. Unités de combattants formées en dehors ou au sein d'une armée régulière. Nées en Allemagne dès le XVIII^e siècle, les plus connus ont été mises en place pour réprimer les courants les plus à gauche de la révolution allemande de 1918-1919 [N.d.T.].

3. Littéralement la « Force de défense », nom donné à l'armée allemande de 1935 à 1945 [N.d.T.].

4. Les forces armées de l'Empire allemand de 1921 à 1935 [N.d.T.].

ment républicain, la cible privilégiée de la lutte de tous ceux qui ne pouvaient se résoudre à la défaite de l'Allemagne, et dont tous les espoirs s'orientaient vers une restauration de l'éclat de l'Empire et de la bonne société de cette époque là. Résultat, l'opposition extra-parlementaire à la République de Weimar, comme on pourrait peut être l'appeler, et à laquelle appartenaient les corps francs, luttait aussi contre ce nouvel *establishment* républicain et les milieux qui le soutenaient.

On se trouve ici en présence d'un phénomène tout à fait important comme modèle de théorie sociale des conflits entre générations organisé autour de l'ouverture et de l'élargissement des chances et des facultés de s'épanouir qui ont fini par se tarir ou se réduire. La rébellion d'un groupe de jeunes contre les gens établis de son camp qui barre la route aux opportunités auxquelles ils aspirent peut dans certaines circonstances se détourner de cet enjeu et se déplacer vers d'autres groupes. Cet exemple, particulièrement éclairant en ce qui concerne la lutte de jeunes appartenant aux générations issues de la bourgeoisie, montre du même coup comment le combat pour l'égalité des chances et le combat sur le terrain politique s'articulent l'un à l'autre.

Et de fait, ce fut Hitler qui réussit le premier – d'abord grâce à des stratégies extra-parlementaires, ensuite grâce à l'habile utilisation de moyens d'ascension parlementaire – à ouvrir la voie à certaines cohortes de jeunes générations vers des positions de direction politique et, par là, à leur redonner les chances et les raisons d'espérer auxquelles elles aspiraient et que l'*establishment* partisan de la République de Weimar leur interdisait. Le conflit de classes qui trouva son expression dans le combat des corps francs et dans le mouvement national socialiste contre le régime de Weimar, était par là même on ne peut plus étroitement lié au conflit des générations.

8. [325] La dimension du conflit de génération était aussi présente dans le cas du mouvement dont sont issus les terroristes de la République de Bonn. Ici aussi, les représentants de la jeune génération se sont retournés contre les groupes établis plus anciens dont ils considéraient que l'autorité étouffait et comprimait ce qui leur paraissait sensé et digne d'être vécu. Les offensives en vue d'ouvrir les possibilités de carrière jusqu'alors étroites ou fermées dans le domaine professionnel, ne manquaient pas. L'extension de l'accès aux postes d'enseignants à l'université et la revendication de participer à la prise de décision en la matière faisaient partie des revendications du mouvement étudiant à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Mais le combat contre l'*establishment* politique des anciens était bien plus central. La jeune génération s'opposait à la pression exercée par l'*establishment* des partis en organisant une opposition extra-parlementaire qui était à la fois une opposition extérieure au parlement et une opposition à l'œuvre dans les organisations de parti existantes.

Les partis se solidifient très facilement en groupes hiérarchisés sous la direction d'anciens, si bien qu'il est fréquent que l'ascension des jeunes générations ne se fasse que très lentement. Il est bien évident que dans les États pluralistes où il existe une concurrence entre partis qui détend la situation, la restriction des possibilités de mobilité ascendante sous l'effet de la suprématie des anciens, se fait moins sentir que dans les dictatures à parti unique. Dans de très nombreux cas, les représentants au sommet de l'élite ne sont prêts à céder la moindre fraction d'un pouvoir aussi important et aussi satisfaisant pour eux mêmes que lorsque la maladie ou le grand âge les y poussent. Qui plus est, la constitution dans ces États ne prévoit, en général, aucune règle de succession sous le regard de tous. Les États multipartistes, malgré la concurrence que se livrent les partis, ont aussi tendance cependant à limiter ou à étouffer la mobilité ascendante dans ces organisations et à stopper l'accès à des postes politiques de jeunes générations, qui pourraient peu ou prou décider de façon autonome. La situation tend à étouffer sans cesse le désir d'opposition des plus jeunes dans le parti et à peser considérablement en faveur de la conformité interne de celui-ci. C'est la raison pour laquelle ce sont bien souvent les formes d'opposition extra-parlementaire et les formes d'opposition en dehors des partis qui donnent aux jeunes l'occasion de se prononcer contre des objectifs politiques et sociaux [326] alors que ceux-ci ne peuvent ni s'exprimer ni trouver de l'écho dans le cadre des organisations partisans existantes ni, par le fait, dans le cadre des institutions parlementaires. Il faudrait sans doute que les gens prennent davantage conscience aujourd'hui de la particularité de tels mouvements, dans la mesure où ils manifestent la contraction ou même l'en-sevelissement des chances dans l'univers politique des partis ainsi que de toutes les rétributions que celles-ci procurent aux jeunes.

Il faut être attentif, en sus, pour comprendre la dynamique d'un mouvement extra-parlementaire, à ce que les possibilités de carrière dans les partis consacrés – elles sont très étroites et restent inaccessibles au plus grand nombre au fil de longues périodes sans conflit – sont aujourd'hui, dans les États parlementaires, le seul moyen d'accéder à l'activité politique effective. Que les postes de pouvoir dans les partis, et que, par contrecoup, les postes au gouvernement restent, pendant plusieurs années, la propriété des états major d'âge mûr du parti, et les jeunes générations n'ont sans doute pas grande chance alors de promouvoir leurs objectifs politiques. On se trouve ici en présence de l'une des particularités de la structure des relations entre les générations dans les États multipartis, qui explique sinon en totalité du moins en partie, le sentiment des jeunes gens de vivre dans un monde social oppressif, bien que tout ne se résume pas à cela. Les jeunes gens, nouveaux venus qui prennent pied dans la vie publique, ont le sentiment intense que bien des choses ne devraient pas être comme elles sont. Mais ils n'ont pas beaucoup de chances, dans le cadre des institutions telles qu'elles existent, d'œuvrer à la transformation effective de ce qu'ils voient comme autant de points faibles.

La signification de cet obstacle qui entrave la participation effective est d'autant plus grande au ^{xx}e siècle que les doctrines politiques sont devenues beaucoup plus qu'autrefois l'un des éléments constitutifs de ce qui fait sens pour l'homme et de ce que celui-ci l'autorise à rechercher ou à rejeter. J'ai déjà souligné que, à la suite du vaste mouvement qui tend à une sécularisation accrue, les fonctions symboliques autrefois liées à l'adhésion à des croyances religieuses transcendantes, se sont de plus en plus déplacées vers l'adhésion à des croyances politiques immanentes. Les luttes relatives aux croyances politiques ont souvent au ^{xx}e siècle une intensité émotionnelle du même ordre que les luttes religieuses des siècles passés. Mais faute de prendre au sérieux la fonction symbolique de la lutte pour l'idéal politique individuel, faute de prendre au sérieux sa fonction héroïque, on ne comprend pas tout à fait le [327] zèle religieux et l'engagement affectif avec lequel les groupes de jeunes bourgeois ont pris la tête de l'opposition extra-parlementaire dans les années 1960. On ne comprend pas tout à fait, non plus, et dans le même ordre d'idées, les conspirateurs devenus terroristes des années 1970 qui avaient pour projet de transformer la société, qui dénonçaient, à cette fin, l'État tel qu'il existait et qu'incarnaient pour l'essentiel, les partis en place, parce qu'ils n'y voyaient, pour finir, qu'un système oppressif sans aucune valeur morale ⁵.

C'est ainsi que l'une des racines les plus solides du désarroi et de l'action menée par des jeunes opposants à la République Fédérale dans les années 1960 et 1970 semble la suivante : au sein d'une formation étatique et partisane dans laquelle les organisations partisans monopolisaient toute forme d'accès à l'activité politique, ils étaient exclus de toute espèce d'activité dont les enjeux leur semblaient on ne peut plus stimulants. Sous cet angle, le développement d'une opposition extra-parlementaire révèle au grand jour ce qui existe sur le mode latent dans toute société à parti monopolistique : et d'abord l'existence de groupes de jeunes *outsiders* extrêmement motivés politiquement et intensément investis sur les problèmes publics dans leur société, quelle que soit la façon dont ils prennent soin d'interpréter cet attrait, et sans que les institutions officielles leur fournissent la moindre possibilité de faire valoir cet intérêt.

[328] Les formes de l'opposition extra-partisane, et extra-parlementaire, font donc partie des manifestations normales des sociétés étatiques régies par

5. Qu'un conflit de génération comme celui qui a éclaté dans les années 1960 à travers l'apparition d'une opposition extra-parlementaire et l'existence d'un mouvement étudiant n'aient été possibles que dans le cadre d'une société qui donnait à chacun de ses membres la plus large place pour exprimer ses désaccords avec des idéaux politiques d'humeur opposée, tient du paradoxe. Dans les États absolus et oppressifs d'aujourd'hui, de quelque orientation politique qu'ils soient, il existe évidemment des conflits de générations latents, mais ils n'ont pas grande chance de s'exprimer au grand jour – même si, pour cette raison justement, ils couvent avec d'autant plus d'intensité sous la surface. Le fait que les conflits de génération aient pu apparaître et être combattus à visage aussi découvert qu'en République Fédérale allemande dans ces années-là, était un signe de la relative élasticité des institutions politiques du pays et du caractère relativement peu oppressif du régime.

un Parlement (*parlamentarisch regierte Staatsgesellschaften*). Des mouvements de protestation apparentés à ceux de la République Fédérale se sont formés dans de nombreuses sociétés industrielles avancées, en Amérique, en France ou en Angleterre. Dans tous ces pays, des gens majoritairement issus de la bourgeoisie se sont mobilisés pour tenter d'abattre, par des moyens extra-parlementaires, un régime dominé par d'anciens groupes de la bourgeoisie. Dans de nombreux cas leur entreprise a eu des conséquences durables en ce qui concerne l'attitude des anciennes générations vis-à-vis des plus jeunes, essentiellement dans les universités. Mais pour ce qui est des grands espoirs qui s'étaient fait jour dans les cercles engagés à l'acmé du mouvement, ce fut un échec partout.

Si cette lutte avait été un succès, la mainmise des têtes chenues sur les institutions politiques aurait été mise à mal. Les filières étroites et encombrées se seraient dégagées et il y aurait eu une mobilité nouvelle, au départ largement ouverte et pleine de multiples possibilités. Les hommes et les femmes des anciennes générations auraient été écartés et auraient été remplacés par des gens des nouvelles générations. En règle générale, toutefois, au regard des chances offertes dans l'appareil des partis, et en particulier aux chances offertes à ceux qui sont à la tête de la hiérarchie d'un parti, celles qu'ouvre un tel mouvement restent extrêmement minces. Tant qu'une grave crise dans la société ne leur vient pas en aide, leurs protagonistes n'ont pas grande chance de se frayer un accès aux responsabilités politiques effectives requises par leurs objectifs politiques.

C'est une telle crise qui a permis à l'opposition extra-parlementaire de la République de Weimar de prendre part efficacement à la lutte politique entre partis. Il n'y a rien eu de tel pour les représentants de l'opposition extra-parlementaire des années 1960 dans la République de Bonn. Elle a attiré beaucoup de partisans, les manifestations de masse ont éveillé de fortes attentes, le mouvement étudiant qui s'est développé en même temps a remporté d'importants succès dans ses efforts pour modifier l'équilibre des pouvoirs entre les anciennes générations établies de professeurs et les générations d'outsiders étudiants ou de jeunes assistants au profit de ces derniers, [329] ce qui leur a ouvert ou élargi en fait toute une série de débouchés professionnels. Tout ceci a soulevé l'enthousiasme des participants. Le rêve de voir se réaliser leurs idéaux, l'émancipation de ceux qui étaient opprimés dans la République, et en particulier des plus jeunes générations qui étaient engagées dans ce combat, semblait sur le point de s'accomplir. Pourtant, inopinément, ce rêve s'est brisé. Le découragement et le durcissement de la lutte ont succédé à l'euphorie.

Génération d'avant-guerre et génération d'après-guerre : Différences de vécus, d'idéaux et de morale

9. La frustration d'une jeune génération politiquement motivée, qui, du fait du monopole des anciennes générations, s'est sentie écartée non seulement des organes de décision politiques, mais d'une manière générale de toute participation active aux décisions politiques plusieurs années durant, a assurément largement contribué à la diabolisation de l'État existant qui s'est manifestée dans de nombreux cercles du mouvement extra-parlementaire de la République fédérale dans les années 1960 et 1970. Mais d'autres particularités du vécu de ces générations et par conséquent aussi d'autres facteurs spécifiques de ce conflit de générations ont œuvré dans le même sens. L'un de ceux-ci était la différence d'attitude de l'ancienne et de la nouvelle génération vis-à-vis de l'irruption du national socialisme dans l'histoire allemande, vis-à-vis de ses causes comme de ses conséquences.

Il n'est peut-être pas inutile de se mettre dans la situation de ces jeunes gens lorsqu'ils sont entrés en scène et ont pris pour la première fois pleinement conscience du paysage politique de la République Fédérale. Ce qui frappe alors immédiatement est l'énorme différence qui existe entre l'expérience vécue des nouveaux venus et celle des plus anciens ; ceux-ci occupaient à l'époque tous les postes de direction, ils étaient à la tête des filières politiques et professionnelles, y compris de celles des partis et des universités, ils définissaient de la sorte le destin de la société allemande, et par contre-coup aussi la destinée des futurs adultes en son sein.

Pour les générations les plus vieilles de la bourgeoisie qui avaient connu le passage de la République de Weimar à la dictature du parti national socialiste [330], avant la guerre qui a suivi, la question de la culpabilité ou de l'innocence personnelle, sans omettre la leur, jouait un rôle essentiel dans l'explication de cette poussée décivilisatrice de l'histoire allemande (*dieser antizivilisatorische Einbruch in die deutsche Geschichte*). La plupart d'entre eux pouvaient attester que les commissions d'épuration des Alliés les avaient lavés des atrocités commises à l'époque nazie, ou de la part, parfois considérable, qu'ils y avaient prise. Pour eux, le problème de la « maîtrise du passé allemand » s'en trouvait par le fait résolu. Officiellement, ils n'avaient rien à redouter, ni rien dont ils dussent se repentir. Leur conscience pouvait bien les tourmenter de temps en temps, mais dans la vie publique, les hommes qui étaient à la tête de cette génération estimaient que le cauchemar des années hitlériennes pouvait être enterré. Par delà le problème de l'appartenance ou de la non appartenance individuelle aux organisations nationales socialistes, la question de savoir quelles particularités de la société allemande et quelle tradition spécifique avaient rendu possible cette explosion de brutalité et d'inhumanité demeurait dans l'ensemble étrangère à leur horizon. Conscients d'être plus ou moins lavés de l'infamie d'avoir appartenu à un groupe aujourd'hui stigmatisé, ils

cherchaient à maintenir la tradition de l'État allemand, qui avait conduit, au delà les multiples chaînes familiales de la vieille bourgeoisie et de l'aristocratie, de l'époque impériale, à la nouvelle République Fédérale, en passant par la République de Weimar. À bien des égards ils se comportaient comme s'il ne s'était rien passé.

Comme on peut le constater ici, l'orientation que donnèrent à la politique intérieure allemande les représentants des puissances victorieuses a eu pour effet de retarder le développement de la République Fédérale. Les groupes dirigeants de l'époque d'après-guerre, caractérisés par la symbolique figure paternelle d'Adenauer s'efforcèrent avant tout de se réconcilier avec les vainqueurs et de construire un édifice étatique stable dans le style de la tradition libérale conservatrice d'avant-guerre. La jeune République Fédérale allemande pourrait prouver au moyen de cet instrument qu'elle était un partenaire digne de confiance des puissances occidentales ainsi que le légitime bénéficiaire de l'énorme aide économique qui lui était consentie. Compte tenu des conséquences de la défaite et de la longue durée de la reconstruction, le débat des jeunes générations montantes au sujet des positions et des idéaux des anciennes générations au pouvoir fut différé. [331] Le caractère explosif avec lequel ce débat fut mené par la suite dans les années 1960 et 1970 fut en partie l'expression d'un rattrapage.

Pour les jeunes générations qui firent leur entrée dans l'arène politique à ce moment là, le problème du passé national se posait de manière très différente que pour les générations de leurs pères et de leurs grands-pères. Dans la mesure où ils étaient nés à la fin de la période hitlérienne, voire après, ils étaient convaincus de n'être personnellement nullement coupables des atrocités commises sous le régime hitlérien. Ils découvraient cependant, peut-être avec un certain étonnement, que le monde dans son ensemble accusait le peuple allemand d'être à l'origine d'un régime violent qui avait largement dépassé les formes normalement supportables d'inhumanité. Autrement dit, le stigmate souillait non seulement ceux qui avaient individuellement participé aux violences de l'époque hitlérienne, mais la nation tout entière. Chaque Allemand rencontrant des étrangers pouvait ressentir cela, même lorsque son âge le libérait de toute culpabilité vis-à-vis des événements stigmatisés. Si pour les générations des pères la question de la purification du passé s'était principalement posée en termes de culpabilité ou d'innocence individuelle, en revanche pour les générations des fils et des filles, c'était le problème social de la naissance du régime nazi qui s'imposait de manière beaucoup plus aiguë. Pour eux, les tard venus, il était plus clair que pour leurs pères que le cauchemar du passé ne se laisserait pas si facilement enterrer et c'est ainsi qu'a éclaté avec une violence particulière le conflit entre les générations, un conflit évidemment pas interne aux familles, mais un conflit essentiellement social.

La situation normale de compétition entre jeunes et vieux, entre les groupes d'*outsiders* et les groupes d'établis qui monopolisaient depuis des années les chances dans l'existence et les possibilités de s'y épanouir, prit alors une acuité particulière. Il est fréquent pour les enfants de ressentir la génération des pères comme autoritaire et oppressive parce qu'elle leur interdit toute chance d'avenir. Il se peut que ce sentiment ne s'exprime pas de façon aigüe. Il se doublait toutefois, pour un grand nombre de jeunes gens issus de la bourgeoisie, de l'idée que leurs pères incarnaient la génération qui était, directement ou indirectement, responsable de l'ascension d'Hitler et de ses partisans. Cette génération exigeait de manière beaucoup plus explicite qu'auparavant une réponse à la question [332] de savoir comment la victoire des nationaux-socialistes ou, comme ils les appelaient, les « fascistes », avait-elle pu se produire en Allemagne ; elle exigeait aussi d'être sûre que ce qui s'était produit une fois ne se reproduirait plus jamais.

C'est dans ce contexte que s'explique l'inquiétude devant l'hypothèse d'une nouvelle dictature en Allemagne et la propension à interpréter les formes actuelles de l'oppression comme des signes avant coureurs d'un second fascisme, qui ont joué un rôle tout à fait central dans les projets et les actions des groupes de l'opposition extra-parlementaire, puis dans ceux de la conjuration des terroristes. C'est dans ce contexte que sont apparus les besoins auxquels le marxisme apportait une réponse et qu'il promettait de satisfaire, essentiellement chez les jeunes issus de la bourgeoisie qui avaient des penchants intellectuels. Pour le dire de façon sommaire, la doctrine marxiste et ses dérivés ont eu une quadruple fonction auprès des jeunes générations bourgeoises de l'époque : une fonction de *catharsis* par rapport à la malédiction du national socialisme ; une fonction de point de repère pour en apercevoir le caractère social comme dans n'importe quelle autre société contemporaine. Mais elle leur a servi aussi d'instrument de lutte contre les générations en place, contre leurs pères, et contre la bourgeoisie ; de modèle d'une société alternative enfin, comme une utopie porteuse de sens, par rapport à laquelle faire apparaître, par la critique, les défauts du monde sous un jour plus cru.

L'espace d'un court moment historique les groupes dirigeants de cette jeunesse bourgeoise allemande crurent qu'il était possible de se libérer de ce qu'ils croyaient être les contraintes économiques du régime social en place et d'atteindre l'objectif dont ils rêvaient, à savoir la fin de la domination capitaliste et le passage à la suprématie de la classe ouvrière. Ils estimaient que les temps étaient proches où la République des nantis bien installés de Bonn serait métamorphosée par les *outsiders* progressistes en un système social plus libre et plus riche de sens qu'ils qualifiaient ordinairement de « socialisme », et d'où le fantôme du fascisme pourrait être définitivement banni ⁶. Or, le rêve ne s'accomplissant pas, [333] et le grand espoir de cette jeune génération commençant à se briser, la dynamique de la protestation conduisit au durcissement de la violence entre les groupes rebelles et les représentants du monopole de la

violence physique légitime, c'est-à-dire de l'État. Elle conduisit finalement à la formation d'organisations secrètes qui tentaient désormais d'ébranler l'appareil dirigeant par des actes de violence systématiques, puisque des stratégies pour l'essentiel non-violentes ne le mettaient visiblement pas en question.

Lorsqu'on s'efforce d'expliquer le terrorisme de la République allemande, on ne peut pas complètement passer sous silence que les pays où des mouvements d'opposition de jeunes ont conduit à la formation de groupes violents sont finalement des pays qui avaient un gouvernement qui n'était pas soumis à la loi, et qui ont connu, dans un passé récent, un régime plus ou moins arbitraire du type fasciste ou national socialiste. Ce sont évidemment des conditions sociales identiques et des traditions analogues à celles qui ont contribué à l'apparition de formes de gouvernements dictatoriaux en Allemagne et en Italie qui ont également favorisé l'émergence de contre-feux violemment anti-fascistes. En outre, dans ces deux pays, comme peut-être au Japon, il fallait compter avec la peur, particulièrement compréhensible, d'une nouvelle dictature violente et autoritaire, en accord avec la sensibilité de fractions des générations nées après-guerre, promptes à voir dans le moindre phénomène le signe du retour apparent de tels régimes. Et une fois que se brisent à l'improviste les liens qui limitent l'usage arbitraire de la violence physique et qui stabilisent les conflits, dans des sociétés à États hautement développées, la braise n'en continue pas moins de couver ; la peur du retour du régime de violence pousse alors les opposants à recourir, à leur tour, plus facilement à la violence comme moyen de prévention ou à titre de riposte. Quels que soient les éléments qu'on invoque pour expliquer le terrorisme en République Fédérale, il faut donc bien admettre que, dans d'autres pays avec à leur tête un Parlement [334] les mouvements d'opposition extra-parlementaire n'ont pas nécessairement conduit à la formation de conjurations terroristes lorsqu'ils ont perdu, en même temps que leur dynamisme, l'espoir de modifier très vite le régime qu'ils vivaient comme oppressif.

Ce fut le drame de quelques uns d'entre ces jeunes d'être conduits à des actes d'inhumanité pour avoir aspiré à un monde meilleur, plus chaleureux et plus épanouissant qui soit l'exact contraire du régime national socialiste. Peut-être d'ailleurs n'était-ce pas seulement *leur* drame, mais également celui de l'État, celui de la société, qu'ils cherchaient à transformer, ainsi que de celui des anciennes générations qui, maîtresses de toutes les positions de pouvoir, incarnaient la société et l'État. Il est vrai que celles-ci avaient déjà tenté,

6. L'un des aspects les plus surprenants des témoignages de ceux qui ont participé à ce mouvement était leur référence exclusive à ce qu'ils voyaient et éprouvaient sur le champ et dans l'instant. Ils étaient manifestement tellement emportés par la force de leurs aspirations qu'ils ne se souciaient pratiquement pas dans le détail de ce qui se passerait une fois que l'État capitaliste aurait disparu. Des concepts comme celui de « socialisme » leur suffisaient pour être tout à fait certains des bienfaits de l'abolition de l'État existant. Leur croyance en la nécessité de la destruction de la société politique actuelle ne perdait jamais complètement son caractère de rêverie collective s'appuyant sur des émotions irrésistibles.

compte tenu de la transformation de pouvoir, d'atténuer l'héritage impitoyable de l'État absolutiste qui avait survécu dans l'État républicain, ou plus exactement dans les régimes de forme républicaine des mille ans de monarchie germanique, aux quatre coins de l'organisation de cet État lui-même mais aussi dans les tréfonds de la personnalité allemande. La catastrophe dans cette tradition allemande était la disparition de l'unité d'un État pour laquelle avaient été livrés tant de combats ; cela renforçait parmi les groupes dirigeants survivants auxquels incombait la reconstruction d'après-guerre, l'énergie et l'espoir de bâtir à l'avenir un État moins autoritaire, et de réformer sur le même mode l'administration et l'appareil d'éducation. Mais leur volonté d'innovation était bridée par la peur des doctrines révolutionnaires en provenance des pays voisins qui, quoi qu'ils aient développé pour leur propre compte un modèle d'absolutisme autocratique, n'en appelaient pas moins à la liberté et au renversement de l'ordre établi dans la propagande qu'ils adressaient aux autres pays.

Certaines fractions des générations nouvelles estimaient que les réformes limitées de leurs aînés, encore marquées au coin de l'avant-guerre, ne convenaient pas. Malgré l'existence d'institutions parlementaires, malgré l'existence d'un système multipartisan, leurs protagonistes trouvaient toujours dans l'État réformé de multiples traits de l'État autocratique et autoritaire traditionnel. Ils fondaient leur critique intellectuelle sur le recours à l'idéologie marxiste [335] mais comme celle-ci admet l'État tout autant qu'elle le rejette, dans les deux cas, comme instrument de la classe dominante, cela n'allait pas sans plusieurs difficultés. D'un côté, partout où cette doctrine avait été mise en œuvre, elle avait donné naissance pratiquement sans exception à des États autoritaires et autocratiques ; mais de l'autre le marxisme exerçait inmanquablement un effet de séduction provocatrice sur les vieilles élites installées de leur pays. Bien qu'elles aient décidé depuis longtemps de s'ouvrir à la libre concurrence des grands partis, à l'exemple de leurs alliés occidentaux – et ceci du fait de la transformation des relations de pouvoir dans l'État –, le marxisme n'en éveillait pas moins chez eux des sentiments et des attitudes qui n'étaient pas sans ressembler à ceux des classes gouvernantes allemandes antérieures.

Ceci confirmait le soupçon des groupes des jeunes bourgeois qui s'étaient formés en opposition extra-parlementaire et qui pensaient que la tendance à utiliser la violence physique, qui avait conduit dans le cas de la République de Weimar à l'établissement d'un gouvernement autocratique fondé sur la force, pourrait à nouveau s'imposer dans la République de Bonn. Rongée par l'idée qu'aujourd'hui les tendances à la dictature violente des classes dirigeantes pouvaient l'emporter sous la seconde République parlementaire allemande, une partie de ces groupes d'opposition de jeunes renchérit dans la lutte contre ces anciens qui occupaient tous les postes au sein des partis et du gouvernement et qu'ils voyaient proches de céder à la dictature et à la violence policière.

Et de fait, la peur de voir surgir une nouvelle dictature violente ne quitta pas ces jeunes gens. Mais ce n'était pas seulement de la peur. Ils tiraient une grande part d'énergie réformatrice ou révolutionnaire de l'idée que derrière la façade de leur État parlementaire multipartiste un nouveau dictateur attendait déjà son heure avec ses régiments et que la police de la République Fédérale constituait son avant garde. La conviction que l'ennemi principal, le « fascisme », n'était pas du tout détruit, mais qu'il pouvait resurgir à tout moment, est une sorte de leitmotiv que l'on rencontre sans arrêt dans leurs témoignages. Il fallait donc démasquer l'adversaire et le traduire au grand jour. Au fil de la confrontation entre les pouvoirs publics et les organisations de cette jeunesse, la tendance à provoquer les représentants de l'État [336] alla croissant et ceci pour que leur véritable nature fasciste se révèle à chacun.

La question n'est pas de savoir si cette image de la République Fédérale comme État formidablement oppressif, préfigurant un régime fasciste, était vraie. Les jeunes générations de bourgeois qui avaient conduit la lutte extra-parlementaire des années 1920 contre l'État de Weimar, étaient elles aussi intimement et sincèrement convaincues que cette République était funeste et mauvaise par excellence et qu'il fallait par tous les moyens tenter de la renverser. Il en était de même maintenant pour les jeunes générations de bourgeois des années 1960 et 1970. Dans les deux cas cette conviction s'appuyait sur un rêve, sur l'idée qu'une société meilleure et dispensatrice de sens était possible : à l'époque, une forme de nationalisme qui, directement ou indirectement, mènerait à la dictature fasciste ; et maintenant une forme de société humaine juste et affranchie de toute contrainte, de toute inégalité sociale et de toute forme d'oppression grâce à laquelle l'État qui succéderait au Reich allemand serait définitivement lavé du souvenir stigmatisant de l'État fasciste. Bien que la République Fédérale n'ait pas été ce que ses jeunes opposants voyaient en elle, pas plus d'ailleurs que la République de Weimar n'a jamais correspondu à l'image que s'en faisait ses jeunes adversaires, il était évident dans chaque conjoncture que c'était manifestement l'État en place qui ne donnait pas ses chances à l'aspiration à vivre. Ces jeunes opposants ne se représentaient nullement la forme de société qui pourrait satisfaire leurs exigences, ni dans un cas ni dans l'autre, ils savaient très exactement, par contre, ce dont ils ne voulaient pas.

10. Dans toutes les différences qui opposent les groupes de jeunes de l'opposition extra-parlementaire des années 1920 et des années 1960, les premiers, à la différence des seconds, partageaient pour l'essentiel les idéaux de leurs pères. Les corps francs comme les nationaux socialistes partageaient avec la bourgeoisie bien en place les idéaux nationaux de l'époque, le rêve de la grandeur et de la destinée exceptionnelles de l'Allemagne. Et pourtant, bien que ces groupes de jeunes bourgeois aient été écartés des positions de pouvoir qui étaient celles des générations de leurs pères, et bien qu'ils aient fait partie dans cette logique des *outsiders* dans la société à laquelle ils appartenaient,

[337] leur aigreur ne se changea pas en lutte contre les anciens de leur classe mais en lutte contre les autres, les étrangers, c'est-à-dire avant tout les ouvriers et les Juifs.

Pour les jeunes bourgeois qui avaient grandi après la Seconde Guerre, il en allait justement au contraire des idéaux paternels, dont la souillure les atteignait par ricochet et dont ils voulaient se défaire, les valeurs du nationalisme et de tout ce qui s'en approchait. De vastes cercles de la bourgeoisie allemande et même de travailleurs s'étaient laissés envoûter par le pouvoir de séduction de l'idéal national et avaient apporté leur soutien enthousiaste à Hitler. Leur effort renouvelé pour que se concrétise le rêve national de la suprématie de l'Allemagne en Europe et dans le monde, avait éclaboussé de honte et de déshonneur le pays et ses citoyens dans leur ensemble. L'idéal nationaliste comme quête de sens pour les générations montantes avait fait faillite. Dans cette situation, l'idéal socialiste incarné par la doctrine marxiste promettait d'être un refuge.

Il ne fait pas de doute que la dévaluation de l'idéal nationaliste fut particulièrement accusée en Allemagne et l'intérêt neuf pour l'image inversée que représentait l'idéal socialiste particulièrement vif. Mais ce ne serait pas faire justice à ce processus que de n'y voir qu'un phénomène spécifiquement allemand. Ce ne serait pas complètement lui rendre justice non plus que de penser sa manifestation radicale de lutte contre l'inégalité et l'oppression par la voie du terrorisme comme un simple retour du pendule, d'un extrême à l'autre, après le nationalisme du mouvement hitlérien. Car une évolution semblable de la lutte entre générations s'observe sous une forme atténuée dans les autres États multipartistes d'Europe et d'Amérique du nord.

Il peut être pertinent de traiter comme une question de rapports de force les relations qu'entretiennent l'idéal nationaliste et l'idéal socialiste qui sont autant d'éléments d'affirmation de soi et de points de repères pour de vastes ensembles de population dans les États contemporains. Parmi les instruments de légitimation que constituent les idéologies politiques, l'existence d'une seule nuance politique et l'absence de l'autre est très rare. On a affaire, en général, à des mixtes, au sein desquels prédomine l'une ou l'autre.

Si l'on veut déterminer plus précisément la spécificité [338] de chacun de ces deux idéaux-types, on peut dire qu'il s'agit là de deux formes de régulation normative distinctes des groupes humains. Les idéaux nationaux mobilisent le plaisir et la joie des hommes au nom de la gloire et de la grandeur du groupe qu'ils forment ensemble. Leur intérêt, et l'intérêt de la nation qu'ils constituent, justifie la lutte et, si besoin est, l'asservissement voire l'anéantissement d'autres groupes humains. L'idéal libéral selon lequel le meilleur des ordres possibles résulte d'une libre dépense d'énergie, en vue de l'intérêt de chacun, et l'idéal national qui réserve pour sa part la plus grande place à l'effort sans

limite pour le service collectif du groupe dans les conduites qu'il valorise, relèvent ainsi tous deux du même genre d'idéal égocentriste.

Il en va de même à première vue pour l'idéal socialiste. Dans la version marxiste, il met d'abord l'accent, au premier chef, sur l'intérêt d'une classe particulière, la classe ouvrière, par rapport à son adversaire, la classe capitaliste. Mais Marx est toutefois allé plus loin que cela : il a donné à l'idéal égoïste de la classe ouvrière et à son aspiration à l'accomplissement une signification morale particulière, comme une sorte de « vertu » parce qu'il s'agissait de l'égoïsme d'une classe opprimée et exploitée. Dans l'élan de son imagination, il voyait, pour ainsi dire, le conflit entre deux classes du monde industriel comme la bataille ultime de l'histoire de l'humanité dans la grande fresque qui opposait oppresseurs et opprimés. Il a assimilé dans une certaine mesure les intérêts de la classe ouvrière avec ceux de l'humanité, et il a annoncé sur le mode prophétique qu'après la victoire de la classe ouvrière sur les capitalistes, et après l'élimination de cette forme d'oppression d'un groupe humain par un autre, l'humanité accéderait à une liberté sans opprimés ni oppresseurs. À partir de là, l'égoïsme des groupes d'individus devait disparaître comme principe de leur action ; il était inévitable qu'il disparaisse.

Le cours des choses a montré que dresser d'abord, priver d'air ensuite, le narcissisme dans les rapports entre groupes est beaucoup plus difficile et prend autrement de temps que Marx ne l'avait imaginé. Son idéalisme romantique – l'idéalisme des matérialistes –, l'empêchait simplement de voir que les opprimés vainqueurs deviennent très rapidement à leur tour des oppresseurs, et que l'aveugle confiance en soi de ces groupes [339] peut se manifester aussi impitoyablement que celle de leur ennemi de classe.

Quoi qu'il en soit, les conceptions de Marx pouvaient, malgré tout, servir de fil conducteur dans les rangs de ces jeunes bourgeois d'après-guerre, pour s'orienter dans le monde, en République Fédérale, comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres États industriels, en Europe et en Amérique. Il n'existait rien de comparable ou si l'on veut aucune autre théorie qui décrive le monde du point de vue des opprimés et des défavorisés, qui ne l'embrasse aussi largement et qui soit plus proche de la réalité. Il n'était pas nécessaire d'avoir une claire idée des difficultés et des contradictions du modèle pour s'engager dans la réalisation d'une société sans opprimé ni oppresseur. L'idéal social proposé était en accord avec ce dont ces jeunes sentaient le besoin. Mais il n'était pas difficile de voir que sous l'appellation de « dictature du prolétariat », les enseignements du marxisme portaient en germes une nouvelle oppression.

Il n'est pas très difficile de comprendre pourquoi ce besoin d'idéal singulier était si aigu dans les groupes de jeunes intellectuels allemands, sortis de la bourgeoisie, dans l'après-guerre. Il provenait d'un processus d'apprentissage collectif : l'entrée du Reich allemand de 1871 dans la lutte pour l'hégémonie

entre États européens qui a duré des siècles, avait conduit à la défaite de 1918. De très larges cercles de la bourgeoisie allemande savaient contourner les faits gênants, ce qui leur permit d'interpréter l'événement en termes de trahison de l'adversaire de classe. Une capacité extrêmement forte de la part de cercles plus vastes de la bourgeoisie allemande à évacuer de leur conscience des faits importuns leur permit de donner une nouvelle interprétation à cet événement en termes de trahison de leurs adversaires de classe. Cela les dispensa d'examiner de façon réaliste les raisons de la défaite, et d'y voir quelque chose d'utile pour l'avenir. Une fois de plus au contraire, un gouvernement allemand parvint à mobiliser la masse du peuple allemand, la masse de la bourgeoisie en particulier et de convaincre celle-ci de prendre les armes au nom de l'idéal national. Le coup dur de la seconde défaite et les excès de l'époque hitlérienne justifiés par l'égoïsme national permirent néanmoins une forme d'apprentissage. L'idéal d'égoïsme dans ce qu'il allait de soi n'était pas seulement mis à mal par des arguments, mais surtout par le cours effectif des événements. Lorsque s'atténua le choc de la défaite et de ses douloureuses séquelles, il était sans doute trop tard pour que les vieilles générations puissent trouver la nouvelle orientation qui leur aurait permis de venir à bout [340] de l'amère leçon de la réalité. En revanche, les générations de leurs fils et de leurs filles étaient non seulement prêtes à ce nouveau départ, mais en un sens, elles l'exigeaient. Elles se rendaient parfaitement compte qu'une des tâches que leur avait léguées le passé allemand consistait à lutter contre la vision égocentrée des relations entre les groupes humains, et de créer, ou du moins de tenter de le faire, des relations entre individus plus humaines et moins oppressives.

Il est plus difficile d'expliquer que la leçon des excès du national socialisme n'ait pas seulement influencé l'État qui a succédé au Reich allemand, mais aussi la pensée et les sentiments des groupes de jeunes intellectuels. Ces excès ont eu d'autant plus d'écho dans les autres pays européens que leur victoire en Allemagne s'est assez vite révélée une victoire à la Pyrrhus. Ce n'est pas seulement, en effet, le rêve de grandeur nationale et d'hégémonie de l'Allemagne, mais celui de la suprématie globale de l'Europe en général – des grands pays impérialistes comme l'Angleterre et la France en particulier –, qui s'est effondré au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les jeunes générations d'autres États européens ont également grandi sous le poids de l'effondrement de la grandeur nationale sur elle-même, et revu sous un jour critique faits et valeurs de leurs pères. La mémoire de la Seconde Guerre mondiale au XX^e siècle a laissé des traces profondes dans la pensée et dans le sentiment des jeunes générations ⁷, y compris aux États-Unis et au Japon, même si le phénomène est un ton en dessous. Il est évident que l'équilibre entre l'idéal nationaliste et l'idéal socialiste, entre l'aspiration à la grandeur de sa propre nation et l'exigence d'une coexistence moins injuste, moins oppressive et moins autoritaire

7. Ceci est vrai également pour les États-Unis bien que les suites de la plus récente guerre européenne y aient été plutôt dissimulées par la forme particulière que revêt le nationalisme américain. Il se peut l'expérience du Vietnam ait conduit au même résultat.

entre groupes possède ses particularités dans chaque pays. Mais on peut dire en gros qu'il existe dans les pays les plus développés, à l'exception de la sphère d'influence de l'Union soviétique, une différence décisive pour tout ce qui touche aux idéaux nationaux entre les expériences de l'ancienne génération et celles qui ont grandi dans les années 1950 et 1960. Le passé projette aussi son ombre sur l'action et sur la pensée politique des jeunes dans d'autres nations industrielles européennes, de la même façon qu'en Allemagne.

Le complexe de culpabilité des jeunes générations est vraisemblablement plus aigu en Allemagne vues les atrocités commises par les pères, mais on le rencontre également à différents degrés et nuances près, et fonction de l'histoire nationale, en Angleterre, en France, en Hollande, en Belgique, et peut-être même dans d'autres pays en Europe. La perte de pouvoir que ces générations ont subie dans leur pays, la fin de leur suprématie les a également conduites à des formes de distanciation et de purification quasi rituelles à l'endroit des péchés commis par leurs aïeux. La génération des pères, les Européens au pouvoir, se comportait comme l'ont toujours fait les groupes établis, c'est-à-dire non seulement comme des dominants mais aussi comme des hommes par excellence de la plus haute qualité, humaine et morale, qui soit ; retournant cette attitude de pouvoir, les générations de l'après-guerre considèrent souvent que ce sont au contraire les opprimés les vrais aristocrates et que leur valeur est infiniment plus grande.

Il est absolument certain que le massacre des peuples au cours des deux grandes guerres du ^{XX}^e siècle a donné naissance à une défiance radicale vis-à-vis de tous les mots d'ordre du clinquant national et patriotique au nom desquels les peuples sont montés à l'assaut les uns des autres. Cette méfiance est, nous l'avons dit, particulièrement forte en République Fédérale : réaction typique contre les connotations attachées à tout ce qui était « national » pour la bourgeoisie allemande jusqu'à la fin de l'époque hitlérienne parce qu'elle y voyait un symbole du prestige de la nation dans l'État et de la grandeur de l'État parmi les autres États, l'emploi du mot et de ses dérivés, fut tellement disqualifié par son association à la notion de « national socialisme » qu'on ne pouvait plus le prononcer dans la vie publique en République Fédérale sans éveiller le soupçon d'être un allié de la onzième heure des ancêtres nationaux socialistes. Mais même pour des jeunes gens issus du monde bourgeois, pour lesquels le souvenir traumatisant des excès passés du nazisme n'était pas le même que pour les Allemands, l'auto célébration nationale [342] et la défense de l'égoïsme sacré comme alpha et omega de la politique extérieure, aussi indiscutés qu'indiscutables, voyaient leur importance se réduire devant l'évidence des conséquences inhumaines d'une doctrine autrefois portée aux nues.

L'attitude plus critique des jeunes générations intellectuelles devant la subordination inconditionnelle à l'impératif national va régulièrement de pair avec une sensibilité accrue aux formes d'inégalité et d'oppression dans les rela-

tions individuelles et collectives. Cette sensibilité peut à cet égard s'exprimer, mais sans qu'il n'y ait là aucune nécessité, dans l'une ou à l'autre variante du marxisme. Fondamentalement cependant, ce n'est pas simplement l'adoption d'un mode de pensée, mais plutôt un apprentissage collectif, un petit pas pour triompher de façon infiniment moins narcissique d'un problème de l'existence humaine qui est une réaction à une terrifiante explosion d'égoïsme national : ce petit pas en avant peut bien évidemment, comme tout progrès dans l'apprentissage collectif, se changer en mécanisme de sens contraire.

Peut-être faudrait-il ajouter que le seul groupe parmi les nations industrielles relativement très développées qui semble jusqu'à présent n'être pas entré dans ce processus d'apprentissage (pour autant qu'on puisse l'affirmer compte tenu de son manque relatif de transparence) est l'Union soviétique et ses alliés. L'imbrication particulière d'objectifs sociaux et d'objectifs nationaux en l'espèce, rend tout à fait possible la poursuite illimitée des intérêts nationaux au nom d'un idéal social. L'une des raisons en est que les conflits entre les générations ne s'expriment pas ouvertement dans ces pays et que pratiquement aucune forme d'opposition non parlementaire n'a pu y voir le jour. On y trouve aussi, par conséquent, bien peu de signes, au demeurant momentanés jusqu'à aujourd'hui, de la différence d'attitudes que nous venons de voir entre les générations d'avant-guerre et celles d'après.

11. Lorsque l'on cherche à reconstituer ce qu'ont vécu les générations de la République Fédérale allemande, dont les dirigeants étaient issus de l'opposition extra-parlementaire de gauche et plus tard des groupes de terroristes, ceci pour mieux les comprendre, on obtient en fin de compte un tableau singulier. Ils semblent, en effet, particulièrement sensibles, dès l'école, aux atrocités dans les relations que les personnes entretiennent les unes avec les autres, à la souffrance qu'elles peuvent endurer les unes des autres sous la violence, et cette sensibilité est tout particulièrement accrue par la mémoire de l'histoire allemande. La question de savoir ce qu'était la honte qu'ils éprouvaient pour leur pays, et qui devenait la honte de chacun, pesait sur leur façon de voir le monde. Elle augmentait leur réceptivité à l'égard des atrocités et des cruautés commises au nom de l'Allemagne, mais – si tant est que l'on puisse s'exprimer de façon aussi naïve, parce que c'est peut-être ainsi que ces jeunes gens ont vécu les choses –, d'une manière générale à l'égard de la perversité du monde. Considérant rétrospectivement cette période précoce de la génération, Horst Mahler ⁸ l'a synthétisée à partir de la formule de Hegel, comme « l'état du cœur qui bat pour le bien de l'humanité ⁹ » ; il suggérait ainsi que lui et ses contemporains s'étaient fabriqué leur morale. Malades des atrocités de leurs pères, ils voyaient en toute lucidité le monde dans lequel ils entraient au sortir de l'école comme étant tout simplement atroce :

8. Horst Mahler, (1936-), membre fondateur de la Fraction Armée rouge [N.d.T.].

9. Hegel G.W.F., *La Phénoménologie de l'esprit*, texte présenté, traduit et annoté par Bernard Bourgeois, Paris, Librairie Philosophique Joseph Vrin, p. 340 [N.d.T.].

« Le monde est mauvais, jour après jour ce ne sont qu'infinies souffrances, meurtres, homicides. Nous devons changer tout cela. Cela suppose de recourir à la violence et exige également le sacrifice ; mais au bout du compte moins de sacrifice que la persistance de l'état de choses actuel ¹⁰ ».

On se heurte ici en quelque sorte au noyau dur de l'expérience qui a conduit au terrorisme. Ce qui se manifeste en la circonstance ressemble davantage, comme nous l'avons dit, à une tragédie à l'ancienne beaucoup plus qu'à un simple crime. L'aspect tragique tient à ce que des groupes de la jeunesse qui avaient commencé par être de fiefés idéalistes se sont durcis au fil de l'escalade du conflit avec des aînés incarnant l'autorité dans l'État et dans la police, tandis que dans le même temps ces aînés adoptaient des mesures de plus en plus dures et de plus en plus sévères contre ces jeunes. La conséquence inévitable de ce double processus d'escalade [344], ici comme ailleurs, est que chaque camp s'est de plus en plus identifié à l'image négative que l'adversaire avait de lui : plus les adultes – la police, les tribunaux, mais également le Parlement qui faisait la loi ainsi que les partis – frappaient fort, plus ils donnaient l'image diabolique de l'inhumanité et de l'oppression incarnée ; inversement, plus les jeunes rebelles se dépensaient au nom de l'humanité, de la justice sociale et de l'égalité de tous, contre un État assimilé à la violence et à l'oppression, plus ils entraient dans la spirale de la violence et de l'inhumanité.

On perd ainsi très facilement de vue que chacun des adversaires se sentait fondé dans son action pour ainsi dire par un code normatif, comme une sorte de morale. La conviction d'agir de façon moralement juste était extrêmement importante pour chacun des deux camps. Mais le contenu de leurs préceptes normatifs et la manière dont ils se comportaient vis-à-vis d'eux étaient si différents, que ce qui apparaissait moral d'un côté semblait le summum de l'immoralité de l'autre. Et l'opposition ne se limitait nullement aux groupes somme toute restreints des politiciens et des terroristes. Un fossé s'est creusé entre l'ancienne et la jeune génération sur ce modèle ; il est devenu et il est encore pour une grande part le responsable des difficultés de communication qui existent entre elles.

Les plus anciens ont transigé en général avec les imperfections du monde. Ils se sont faits aux compromis avec le mal. Ils savent les demi-mesures de la vie en société, les compromis permanents avec la cupidité et le sens du gain propre à chacun. Ils n'ignorent pas que rien dans la vie commune n'est fait comme cela devrait l'être, que toute bonne volonté s'embourbe dans le cloaque des intérêts, plus ou moins éloigné de l'objectif visé. Les adultes se sont la plupart du temps fait tacitement une raison devant les fades compro-

10. *Der Minister und der Terrorist. Gespräche zwischen Gerhart Baum und Horst Mahler*, hrsg. von Axel Jeschke und Wolfgang Malanowski, Hambourg, 1980, p. 16.

mis de l'existence sociale. Ils savent déjà, ou croient savoir qu'il n'y a rien à faire contre les maux de l'humanité.

Mais pour ce qui est de ces jeunes allemands qui sont entrés à l'Université après la victoire sur les pires séquelles de la guerre, ils ne le savaient pas encore ou s'ils le savaient, ils ne voulaient pas le savoir. Tout au plus voulaient-ils savoir pourquoi de telles horreurs s'étaient produites dans leur pays et comment en empêcher [345] le retour, dans leur pays comme dans le monde entier. À la différence de leurs aînés, les adultes, cette jeunesse n'était pas encore prête à se voiler la face devant le mal dans le monde, à s'en accommoder, à passer son chemin en haussant les épaules par indifférence.

On peut dire que le refus absolu du compromis dans la pensée comme dans l'action caractérise la jeunesse d'une manière générale. C'est loin d'être faux. Mais, dans le cas qui nous occupe ici, celui des générations de la République Fédérale allemande, cette tendance s'est trouvée bien plus marquée et bien plus tranchante parce qu'elles avaient à se libérer du stigmate de leur passé national et parce qu'elles estimaient leur intransigeance antithétique à celle de pères qui avaient pactisé avec un effrayant passé et qui semblaient s'être réconciliés avec le mal. Il ne faut pas oublier que la structure politique de l'époque jouait son rôle dans ce sentiment. Le gouvernement d'Adenauer et d'Erhard appartenait toujours à l'ancien monde aux yeux de la jeunesse politiquement mobilisée. En revanche, ils attendaient l'appui du gouvernement Brandt et des sociaux démocrates pour un débat sans concession relatif aux violences à l'époque d'Hitler, et ils s'attendaient à une opposition radicale contre les classes dirigeantes traditionnelles et à une réforme effective du régime en place. Le gouvernement de « grande coalition » qui a réuni les deux grands partis réduisit cet espoir à néant.

Dans l'entretien entre le ministre Baum et l'ancien terroriste Malher, que j'ai déjà cité à plusieurs reprises, le souvenir de cette expérience revient encore au premier plan de façon très vivace. Le ministre avait en tête le mérite de ce compromis, et la nocivité de toute morale inflexible. Il se demande pourquoi la génération des plus jeunes qui formaient à l'époque l'opposition extra-parlementaire s'est retirée de la discussion avec les partis. Il pense que ces générations se sont, du même coup, éloignées de la réalité ¹¹ :

BAUM : « Vous, Monsieur Mahler, vous vous êtes retranché à l'époque dans une discussion théorique et vous vous êtes éloigné de la réalité. Vous avez perdu le contact avec la politique réelle, peut-être parce que vous étiez profondément déçu, et vous avez dressé [346] une barrière entre vos exigences morales et la réalité. Vous n'avez pas compris que les prétentions morales sont en deçà de la

11. *Ibid.*, p. 19.

réalité, toujours et partout. Vous n'avez pas pensé que plus l'exigence morale est rigoureuse, plus elle est éloignée de la réalité. C'est à partir de la discussion théorique entre des groupes isolés qu'est née l'exigence franchement cynique de provoquer l'État et de le faire passer pour ce que ceux-ci auraient voulu qu'il soit, un État fasciste.

MAHLER : Et l'État s'est laissé provoquer ».

Nous pouvons observer ici un instant depuis les coulisses comment se produit le double processus au cours duquel des groupes qui, les uns représentaient l'État, et les autres qui se sentaient extérieurs à lui, se sont opposés mutuellement dans une escalade d'actes violents ¹².

La différence entre générations ne tient pas essentiellement à l'empressement des plus âgés à faire la part des choses et à l'intransigeance relativement sans concession de la jeunesse. Leur incompréhension mutuelle révèle aussi une profonde transformation de la structure relative à ce qui est considéré comme moral.

Ce que les anciennes générations regardaient comme moral concernait essentiellement la sphère privée, la sphère dans laquelle chaque individu n'a affaire qu'à ses propres décisions. La réglementation du comportement sexuel jouait par conséquent [347] un rôle particulièrement important dans ce contexte. De nos jours, la notion d'« immoralité » semble encore désigner dans une large mesure des infractions au code en vigueur en matière de sexualité. Il est souvent employé comme synonyme d'« indécence ». En outre et surtout, il vise principalement la normalisation du comportement individuel. À ce niveau, il est possible, semble-t-il, de considérer au même titre, les principes moraux comme engageant absolument, et comme devant être appliqués sans compromis.

On se souvient encore que le code de la morale bourgeoise relatif au comportement individuel était autrefois très sévère et qu'il l'est peut-être demeuré jusqu'à aujourd'hui. Mais dans la vie publique, comme tout adulte expéri-

12. Mais un autre point mérite qu'on s'y arrête : lorsqu'on lit aujourd'hui rétrospectivement les déclarations de ceux qui ont participé en tant que porte-paroles ou dirigeants de la campagne des jeunes générations contre les anciennes, ce qui ne cesse d'impressionner c'est la force de leurs convictions morales dans la justice de leur cause et leur incompréhension des moyens de pression de l'État, des partis, bref, de tous les groupes politiques et économiques auxquels leurs actions lançaient le défi d'une lutte pour le pouvoir. De l'autre côté se trouvaient les hommes d'une ancienne génération qui, dans bien des cas ne se souciaient pas le moins du monde de prendre leurs distances par rapport à la théorie et à la pratique de l'inégalité sociale et de l'oppression telles que les incarnaient le credo national-socialiste. Mais une longue expérience les avait habitués à la plus grande prudence en matière d'action politique. Instruits par le choc permanent entre les objectifs qui leur paraissaient devoir être cherchés, et par les moyens de pression des groupes humains qui s'opposaient à leur accomplissement, ils étaient d'emblée entravés et paralysés dans la défense des objectifs qu'ils estimaient souhaitables.

menté le sait – et l’homme politique et ministre Gerhart Baum, le dit expressément –, la conduite inflexible conforme à des principes rigoureux est impossible. Elle est irréaliste. Selon le ministre, plus on cherche à maîtriser les problèmes politiques à partir de principes moraux sans concession, plus l’action s’éloigne de la réalité.

C’est là que commence la critique des jeunes générations. C’est là que se manifeste la différence entre ce qu’elles entendent sous les termes de moral et d’immoral, et le comportement moral des anciens. Mahler l’indique de façon indirecte. L’attitude de compromis que l’homme politique défend comme réaliste – et peut être s’exprime-t-il de ce point de vue, au nom de la jeune génération dans son ensemble –, lui apparaît comme une « hypocrisie de la part des hommes politiques ¹³ » :

« Dans la mesure où je suis concerné, je peux seulement dire que l’hypocrisie des hommes de parti avec lesquels nous avons cherché à nouer un dialogue a produit une impression décisive sur nous. Ce dont nous avons tout simplement fait l’expérience, c’est que les hommes politiques, tout en acquiesçant sans arrêt aux valeurs au nom desquelles nous nous étions engagés, se sont dérobés lorsqu’est venue l’heure d’agir – même si cela consistait seulement à aider la prise de conscience ou à marquer un désaccord – avec des justifications cousues de fil blanc ; ils nous ont laissé tomber et ils nous ont trahi. »

Cette différence de codes moraux – à l’origine une simple différence entre générations et d’enjeux entre elles – est lourde de sens. Je n’en évoquerai que les grandes lignes.

Le déplacement d’accent de la morale privée à la morale publique [348] revêt une position clé dans ce changement. Il n’y a aucune raison de douter de l’existence d’une norme de conduite individuelle au sein de la jeunesse en ce qui concerne les relations privées entre individus. Mais l’une des différences les plus marquantes entre les générations consiste en ce que le poids des normes relatif à la sexualité a considérablement diminué à l’intérieur du code de comportement dans son ensemble. Et si les normes dans les relations entre sexes ne se sont pas toutes évanouies chez les jeunes, nombre de normes en vigueur parmi les anciennes générations ont à coup sûr disparu ou tout au moins se sont relâchées. L’encombrant bagage qui, compte tenu de la représentation traditionnelle du péché, existait dans la relation entre les sexes a régressé, et le fardeau du sentiment de culpabilité s’en est allégé d’autant. Toutefois, de nouvelles normes de relations entre sexes se reforment constamment. Plus la tendance des jeunes générations à vivre en groupe s’accroît, plus

13. *Ibid.*, p. 20.

l'opinion du groupe relativement à ce qui est ou à ce qui n'est pas convenable s'impose. Mais il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'autres.

Mais il faut mettre l'accent, avant tout dans ce contexte, sur l'importance croissante de la morale des relations dans la vie publique des formations étatiques par opposition à la morale des rapports individuels dans la sphère privée. Les jeunes générations ont eu de plus en plus tendance à placer au cœur de l'engagement moral les problèmes d'inégalité sociale et d'oppression. L'absolu de l'impératif catégorique, qui se focalisait jadis sur la normalisation de la conduite individuelle, se retrouve désormais dans le caractère absolu des exigences morales relatives au comportement de groupe vis-à-vis d'autres groupes humains. Voilà l'une des racines majeures de l'incompréhension entre générations. Les propos extraits de l'entretien avec l'homme politique, ministre et homme de parti, et l'ancien membre de l'opposition extra-parlementaire devenu terroriste, mettent en valeur ces difficultés à communiquer. Ils attestent en même temps la fatalité d'un destin qui conduit certains à agir au nom de convictions morales, à leurs yeux incontournables, mais qui sont tenues pour immorales et criminelles par la majorité des autres.